**Revue de presse n°2**

**Parcoursup – Nous ne sommes pas des dossiers (Médiapart, 22/04/2022)**

En raison de l'algorithme inégalitaire de Parcoursup, des jeunes, notamment issus des quartiers populaires, sont empêchés d’inscription à l’université. Un ensemble de personnalités, dont Frédéric Lordon, Assa Traoré, Aurore Koechlin ou Robert Guédiguian demandent à « abolir la sur-sélection », combat que mènent les sans-facs à Nanterre. « Nous ne voulons pas d’une civilisation où nos vies sont faites dossiers et par là annulées. »

**Il dit tout de la « modernité » libérale, des « logiciels »** et des renoncements qui la font, le cas des jeunes empêchés d’inscription à l’université, jeunes toujours sans facs, avenirs fermés.

Au départ, un algorithme pensé verticalement, sans concertations : Parcoursup. Algorithme inégalitaire, qui laisse dans l’incertitude longtemps ou bien finalement hors-facs des lycéens issus d’établissements situés en quartiers populaires.

Ensuite des présidences d’université parfois initialement hostiles au principe de Parcoursup, mais qui ont, c’est leur fonction, à en gérer les effets. En l’occurrence des milliers de sans-facs. Alors, elles les gèrent. Comme des dossiers. C’est ainsi qu’à Nanterre, pour justifier la non-inscription de 21 sans-facs mobilisés, encore aujourd’hui, après 180 jours d’occupation et de lutte étudiante, un record, la présidence d’université argue d’un nombre de dossiers régularisés auparavant important.

Ce cas exprime un problème de civilisation, qui dépasse cette situation singulière. Sommes-nous, êtes-vous des dossiers ? Sommes-nous cette abstraction qui déshumanise ?

Fatima, sans-fac en lutte depuis la rentrée, est-elle un dossier ? Quelles conséquences à la réduire ainsi ? Quelles conséquences invisibles à ceux qui de la sorte la traitent ? Sénégalaise de nationalité, Fatima vit dans le 92 avec une partie de sa famille, son courage illumine qui la côtoie. Elle a validé sa licence de droit, la présidence d’université lui interdit depuis six mois, l’inscription en master de droit à Nanterre. Est-ce affaire de places ? Non, car il y a suffisamment de démissions en fac de droit pour libérer des places. Est-ce affaire de pédagogie ? Non, car Fatima a sans peine validé sa licence. Quels effets ? Si Fatima n’est pas inscrite cette année à l’université, son titre de séjour étudiant ne sera pas renouvelé. Et sans celui-ci elle aura obligation de quitter le territoire. À moins de basculer dans l’existence infernale des sans-papiers. Fatima est-elle ce dossier sans vie sur une pile, et qu’on ne règle pas, car d’autres ont déjà été traités ? Alors que Fatima est cette vie en risque d’être maltraitée, bousillée ; une vie pleine de joie, d’élan, de copines et de copains.

Mais Fatima n’est pas seulement Fatima. Elle est sa famille entière qui l’a portée, aidée dans des conditions impossibles, pour réussir à l’école.

Elle est également tous ces étudiants qui travaillent pendant qu’ils suivent leurs cours et qui, à force de sacrifices, de privations, de peines, d’existences à l’euro près, réussissent leurs examens. Nous qui lisons ces lignes, pour étudier, avons-nous vécu les galères insensées qu’a toujours surmontées Fatima ? Et nous a-t-on interdit d’université ?

L’École, la Fac, ne sont-elles pas faites pour que toutes les filles comme Fatima réussissent, s’ouvrent un futur plein de jours heureux ; forcent, bougent, la destinée tracée des enfants des quartiers.

Nous avons vu Fatima, pleine de rire et d’entrain. Elle dit : « j’occupe, nuit et jour, la tour de la présidence de Nanterre, y a-t-il une plus belle lettre de motivation que je puisse écrire, pour dire comme je suis remplie d’envie d’étudier ? ».

Parmi les sans-facs, cette année, combien de Fatima ? Des légions. Et l’an prochain, d’autres légions nombreuses. Il faut abolir la sur-sélection à l’entrée de l’Université, et c’est ce combat, légitime, que mènent les sans-facs à Nanterre.

Mais Fatima va au-delà de Fatima. Fatima, d’une certaine façon, c’est nous-mêmes. Nous-mêmes pareillement réduits si souvent, à n’être que dossiers gérés par les DRH. Nous-mêmes trop peu Fatima, lorsque résignés ou désolés, nous laissons faire, et finalement collaborons avec ce que par principe nous refusions ; nous-mêmes qu’abat alors la force des injustices qui brisent. Ou bien nous-mêmes quand nous sommes Fatima nous-mêmes, c’est-à-dire résistants, nuit debout s’il faut, parce qu’on le vaut bien. Et parce qu’ici l’inscription en fac n’est pas un privilège mais un droit. Et parce que, plus largement et par exemple, nos vies et nos droits valent plus que les profits et la réduction des budgets publics pour unique boussole. Nous-mêmes trop peu Fatima, lorsque « chacun seuls », en concurrence contre les plus proches, nous nous enfermons dans la guerre économique et un sauve qui peut général, dont les généraux se nomment Le Pen, Zemmour, Pécresse, Macron. Ou bien nous-mêmes quand nous sommes Fatima nous-mêmes, réunis, rebelles et constants, contre les discriminations et pour l’égalité.

Nous voulons l’inscription à l’université de Nanterre des 21 sans-facs restants, car leur combat n’est pas juste cette revendication d’égalité sociale si nécessaire. Il n’est pas juste ce refus des ségrégations spatiales, qui ghettoïsent. Il n’est pas juste l’anti-Zemmour incarné, sans même y penser, dans la solidarité permanente, sans frontières, que l’on porte le foulard ou pas, que l’on s’appelle Nalca, Benoit ou Jérémy. Il dit : nous ne sommes pas des dossiers, nous ne voulons pas d’une civilisation où nos vies sont faites dossiers et par là annulées.

**La Tribune (France), no. 7386**

**Régions, mardi 10 mai 2022**

**Universités : après l'échec de l'Idex, Lyon 1 et Lyon 2 pourraient fusionner d'ici 2024**

Stéphanie Gallo Triouleyre

**Après l'échec de l'Idex Lyon/Saint-Etienne, c'est une étape décisive et différente qui vient d'être franchie : les conseils d'administration des universités Lyon 1 et Lyon 2 viennent de donner quitus à leur président respectif pour avancer dans un projet de fusion. Espérée pour 2024, celle-ci intégrerait également CPE Lyon, avec l'ambition de développer une meilleure visibilité de l'enseignement supérieur lyonnais. En attendant, les deux établissements portent avec d'autres partenaires comme les HCL un autre projet (Shape-Med@Lyon), en attente d'une labellisation Excellence du PIA4. Réponse attendue pour la fin du mois.**

Ne leur parlez plus de l'IDEX (lien : <https://region-aura.latribune.fr/en-bref/2020-10-30/seuls-les-etablissements-lyonnais-n-auront-pas-l-idex-861153.html>)... 18 mois après le retentissant échec qui avait secoué l'écosystème régional de l'enseignement supérieur, suite au refus du conseil d'administration de l'Université stéphanoise Jean Monnet de poursuivre l'aventure (lien : <https://region-aura.latribune.fr/en-bref/2020-10-30/seuls-les-etablissements-lyonnais-n-auront-pas-l-idex-861153.html>), les acteurs lyonnais veulent définitivement tourner la page de ce douloureux épisode.

Mais l'idée d'une recomposition du système local est loin d'être abandonnée pour autant. Lyon 1 et Lyon 2 planchent ainsi activement sur leur rapprochement.

***Un paysage trop fragmenté?***

Un tout nouveau paysage de l'enseignement supérieur lyonnais est ainsi en train de se modeler. Une recomposition essentielle aux yeux de Frédéric Fleury, président de Lyon 1 (47.000 étudiants), qui était déjà une des locomotives majeures du projet Idex.

« Notre territoire compte de très nombreux centres de recherche universitaires de grande qualité, nos étudiants sont très bien formés par des enseignants chercheurs de haut-niveau et pourtant le site lyonnais n'est pas reconnu à sa juste valeur. Nous manquons de visibilité, en particulier à l'international. Pourquoi? Parce nos universités sont trop fragmentées". »

Lyon compte en effet quatre universités, assez spécialisées : l'Université Claude Bernard Lyon Lyon 1, l'Université Lumière Lyon 2, l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Université Catholique de Lyon (Ucly).

« Ce modèle lyonnais qui avait émergé dans les années 70 n'est plus pertinent aujourd'hui. Il ne correspond plus aux exigences d'aujourd'hui et de demain", complète Nathalie Dompnier, présidente de Lyon 2 depuis 2016 et dont le mandat a été renouvelé l'année dernière. »

"Aujourd'hui, les grands partenaires de la recherche, à l'international en particulier, veulent comme interlocuteurs de grandes universités pluridisciplinaires".

***Vers la création d'un établissement public expérimental***

Pour remédier à cette problématique, augmenter leur attractivité en particulier envers les étudiants étrangers, développer des programmes de recherche plus ambitieux, Lyon 1 et Lyon 2 s'engagent donc sur le chemin de la fusion.

Celle-ci devrait se faire au sein d'un établissement public expérimental intégrant l'école d'ingénieurs CPE Lyon, déjà école rattachée à Lyon 1.

« CPE Lyon ne fusionnerait pas, mais conserverait sa personnalité morale comme l'autorise le statut d'établissement public expérimental (EPE), dont le nom n'a cependant pas encore été acté. »

Ce nouvel ensemble pèserait 75.000 étudiants, une centaine de structures de recherche et 6.400 salariés (enseignants chercheurs et personnels administratifs/techniques). Quatre pôles sont envisagés : santé/médecine, sciences, ingénierie, sciences humaines et sociales. Ils seraient complétés par des graduate schools et des instituts thématiques permettant de construire une transversalité entre les sciences dures et les sciences humaines.

Du côté du planning, les opérations pourraient avancer rapidement puisque l'horizon de cette fusion est espéré par les deux présidents pour 2024.

« Un premier modèle préfigurateur devrait être présenté à l'automne et les statuts définitifs rédigés courant 2023. Dans ce schéma, une étape majeure vient d'être validée : les 22 et 26 avril derniers, les conseils d'administration des deux établissements ont donné mandat, à une écrasante majorité, à leur président respectif pour avancer sur ce chemin de la fusion. »

Après la fusion, le rapprochement avec d'autres établissements pourrait être étudié.

***Shape-Med@Lyon, un projet présenté au PIA4***

En attendant la fusion, les deux établissements portent ensemble un projet présenté au jury du PIA4 Excellences en février dernier. La réponse est attendue fin mai.

Baptisé Shape-Med@Lyon (pour Structuring one Health Approach for Personnalized Medicine in Lyon), ce dossier est en fait une nouvelle mouture du projet Lynx (lien : <https://region-aura.latribune.fr/territoire/2021-09-01/universites-apres-l-echec-de-l-idex-deux-projets-lyonnais-se-mobilisent-pour-le-pia4-891532.html>) présenté en 2021 par 18 établissements lyonnais fédérés derrière Lyon 1 (Lyon 2, Lyon 3, CPE Lyon, VetAgro Sup, Insa Lyon, Centrale Lyon, Mines Saint-Etienne, l'ENTPE, les hospices civiles de Lyon, le centre Léon Bérard, le CH Le Vinatier, le CIRC, le CNRS, l'Inserm, l'INRAE, l'INRIA et l'IFPEN) et qui n'a finalement pas été retenu par le jury.

Lynx visait un financement de 140 millions d'euros pour financer des travaux scientifiques autour de quatre thématiques : "de la santé personnalisée à la santé globale", "changements climatiques et environnementaux", "Matière, matériaux et industrie propre", et "Transformation des Sociétés". "On nous a fait comprendre que Lynx était surdimensionné par rapport à cet appel à projets. Les enveloppes demandées étaient trop importantes", rapporte Nathalie Dompnier.

Le couperet est tombé en novembre dernier. Immédiatement, le projet a été revu avec des ambitions à la baisse et une focalisation sur la santé.

Les autres domaines qui devaient être traités dans le cadre de Lynx faisant actuellement l'objet d'études pour structurer d'autres actions communes. Shape-Med@Lyon fédère donc Lyon1, Lyon 2, les HCL, le centre Léon Bérard, le Vinatier, VétAgro Sup, CPE Lyon, l'Inserm, CNRS, l'INRAé, l'Inria, ainsi que le centre international de recherche sur le cancer (OMS).

***Une enveloppe de "seulement" 35 millions d'euros sollicitée***

« Nous nous inscrivons dans une approche globale, interdisciplinaire, permettant de comprendre comment l'environnement social et physique des individus interagit avec leur état de santé. Au-delà de l'approche soins et vaccins, le Covid, par exemple, a bien montré comment il était crucial de comprendre la diffusion, les facteurs sociaux aggravants, comment les messages de santé étaient perçus. Aujourd'hui, en santé, il est essentiel d'interroger les enjeux autrement", affirme Frédéric Fleury. "Il faut décloisonner". »

Au programme de Shape-Med@Lyon : une enveloppe de "seulement" 35 millions d'euros sollicitée. "Nous avons retenu quatre thématiques : le cancer, santé et territoire, les neurosciences, les maladies infectieuses et émergentes", précise le président de l'Université Claude Bernard.

Le projet vise à développer une approche transdisciplinaire donc en santé avec comme objectif de favoriser la mobilité entre les entreprises et le monde académique, accélérer la mutation numérique de la recherche en santé et mettre en place des formations aux futurs métiers de la santé.

« Le projet a été conçu comme un démonstrateur d'approches renouvelées des grands enjeux de société". »

Il s'inscrit dans un projet plus global, Lyon Health hub 2030 qui vise à conforter la place de Lyon comme centre majeur de recherche, formation et innovation santé. Pour faire émerger cette place forte, plusieurs initiatives sont au programme : création de la Fabrique de l'innovation en santé, création de la Maison de recherche en santé etc.

***Ailleurs aussi, on se remet de l'IDEX***

Lyon 1 et Lyon 2 ne sont pas les seules à plancher sur l'après-Idex. (lien : <https://region-aura.latribune.fr/territoire/2022-03-10/idex-i-site-apres-grenoble-c-est-l-universite-de-clermont-auvergne-qui-conservera-sa-dotation-905880.html>)

« En parallèle de Shape-Med@Lyon, un deuxième projet a été présenté au jury du PIA4. Projet baptisé Tools+ et coordonné par l'Ecole Normale Supérieure. Il rassemble Sciences Po Lyon, Lyon 3, Centrale Lyon, l'Ecole des Mines de Saint-Etienne, VetAgroSup, le Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Lyon, le CNRS, lnria, Inrae, Inserm et IFPEN. »

Il est donc plus large que le premier projet "Tools" présenté lors de la première vague de l'appel à projet Excellences du PIA4 et qui n'incluait pas l'Ecole des Mines de Saint-Etienne notamment. Tools+ sollicite un financement de 25 millions d'euros environ pour mener vers une plus grande "ouverture" : diversité des profils, multidisciplinarité et international.

Du côté de l'Université Jean Monnet, à Saint-Etienne, la nouvelle gouvernance emmenée par Florent Pigeon (lien : <https://region-aura.latribune.fr/territoire/2021-10-19/apres-l-echec-de-l-idex-l-universite-jean-monnet-veut-lancer-une-saint-etienne-school-of-economics-894477.html>) a présenté un nouveau plan de développement, estimé à 14,3 millions d'euros (et soutenu à hauteur de 2,1 millions d'euros par Saint-Etienne Métropole). Il vise une meilleure reconnaissance de l'Université au niveau national et international grâce à un renforcement en matière de recherche en santé/sciences humaines et sciences sociales/ingénierie. Il doit également "transformer l'université" en créant de nouvelles formations (comme l'école d'économie ou encore les écoles spécialisées en sport santé performance ou encore en photonique). Les collaborations internationales doivent également être développées.

D'ici trois ans, l'ensemble de l'écosystème lyonno-stéphanois de l'enseignement supérieur devrait donc prendre une toute autre physionomie.

**l'Humanité**

**mardi 26 avril 2022**

« Comme si la France ne voulait pas de nous »

***Racisme Réfugiés à Orléans après avoir fui l'Ukraine, des étudiants africains ne bénéficient, du fait de leur origine, d'aucune des aides allouées aux autres exilés ukrainiens.***

Pour répondre à l'élan de fraternité national, la ville d'Orléans ne s'est pas fait prier. L'artère principale a été pavoisée de drapeaux jaune et bleu, le pont de l'Europe symboliquement rebaptisé pont de l'Ukraine, des sommes importantes débloquées en conseil municipal et un voyage organisé en grande pompe vers la frontière polonaise par Serge Grouard, le maire LR de la ville. Sur le campus, la vingtaine d'étudiantes ukrainiennes qui bénéficient, depuis lundi, de cours de français langue étrangère ne peuvent que confirmer cette incroyable générosité et s'en féliciter. Elles qui ont obtenu la protection temporaire libérant des aides financières, le potentiel accès aux repas à 1 euro, l'inscription à l'université, la possibilité de faire une demande de logement étudiant...

*« La seule solution de régularisation, c'est le retour au pays »*

Mais tous les étudiants ayant fui la guerre et les bombardements en Ukraine ne bénéficient pas d'une telle attention. Pas ceux dont l'origine et la couleur de peau ne correspondent pas aux critères visiblement retenus. En l'occurrence, une dizaine d'étudiants originaires du Congo. Eux sont considérés comme des victimes de guerre de seconde zone et n'ont reçu qu'un titre de séjour d'un mois à leur arrivée. « J'ai rejoint l'Ukraine en 2017 pour poursuivre mes études en pharmacie, car le pays était abordable, notamment au niveau du logement », explique Kimi (1), 27 ans, étudiante en pharmacie. Et de poursuivre : « Quand des parents envoient un enfant à l'étranger, c'est pour obtenir un diplôme reconnu et ils investissent énormément pour cela. » Aujourd'hui, les autorités françaises lui demandent de prendre l'avion et d'effectuer une demande de visa auprès de l'ambassade de France au Congo. Elle qui n'a ni revenus ni protection. Même situation pour ses camarades, dont certains se sont retrouvés dépourvus de papiers d'identité du fait du chaos régnant en Ukraine. « Depuis plusieurs semaines, nous recevons de nombreuses demandes d'inscription provenant de la France entière. Mais la préfecture du Loiret est ferme, pour ne pas dire fermée. La seule solution de régularisation, c'est paradoxalement le retour au pays », déplore un agent de l'université, dépité.

Si Kimi a eu la chance de trouver un lieu d'accueil, elle vit la peur au ventre dans l'attente de l'expiration de son titre de séjour provisoire. « Je laisse mon numéro partout pour demander de l'aide ou une inscription dans une autre université, mais on ne me rappelle jamais, regrette-t-elle. Les Ukrainiens, on s'occupe bien d'eux pourtant. Moi, je vis dans le stress tous les jours. Qu'aurait-il fallu faire ? Me marier avec un Ukrainien pour obtenir des papiers ? C'est hors de question. »

Pour Deyve, 31 ans, étudiant en médecine, le chemin a pourtant été long pour gagner Paris, puis Orléans. « J'étais en Ukraine depuis une dizaine d'années, mais j'avais dû suspendre mes études pour des raisons financières, rapporte-t-il. J'ai alors vécu de petits boulots en continuant à me former par le biais de conférences et de séminaires. » Quand la guerre éclate, le 24 février, il décide de rester. Mais très vite, les choses empirent. « Les bombes ont commencé à tomber. Par instinct de survie, j'ai quitté le pays à pied et marché des kilomètres. » Sur son parcours, il voit les taxis et les trains réservés en priorité « aux Blancs » et facturés 300 euros le trajet vers la Pologne. « Arrivé à la frontière, on m'a demandé de faire demi-tour au motif que j'avais perdu mon passeport durant le périple. Mais j'ai réussi à franchir la frontière en déposant mes empreintes », dit-il. Après avoir été placé dans un campement, il est orienté vers Paris du fait de sa culture francophone. Son camarade Michel, un étudiant en pétrochimie, rapporte les mêmes discriminations. « Nous avons été plusieurs à pouvoir attraper un train, mais à la vue du nombre d'Africains présents à bord, les autorités lui ont fait faire machine arrière. Un autre train rempli de militaires a alors accepté de nous transporter, mais nous avons dû rester debout douze heures durant, pratiquement sans nourriture », se souvient-il. Il réussira à trouver une place dans une voiture avec sept autres passagers. Ils mettront deux jours à traverser la Pologne.

*« Arrivée à la frontière polonaise, on m'a frappée pour m'empêcher de passer »*

Nana, une étudiante en médecine de 26 ans, vit elle aussi très mal cette séquence. Elle a quitté Kharkiv, dans l'est du pays, dès l'annonce des combats. « Quand Poutine a dit qu'il ferait la guerre pour avoir la paix, j'ai compris que les choses allaient mal tourner, se remémore la jeune femme. Puis une nuit, alors que je dormais dans mon foyer, les bombardements ont commencé. » Nana aussi ne vit que par l'aide familiale et souhaite naturellement poursuivre ses études sur le sol français. « J'ai l'impression que la France ne veut pas de nous. À la préfecture, on nous laisse entendre que nous serions ici pour profiter de la situation, c'est traumatisant. » En tentant de quitter l'Ukraine, Nana a pourtant vécu des heures éprouvantes dont les autorités françaises ne semblent avoir cure. « À la gare, ils nous ont parqués dans les wagons à bagages, sans chauffage, alors que les Ukrainiens occupaient des voitures classiques. Arrivée à la frontière polonaise, on m'a frappée pour m'empêcher de passer. Je n'ai jamais vécu une telle violence raciste. »

À Orléans, la plupart des étudiants africains ayant fui l'Ukraine sont logés par une association dans un foyer situé au milieu de nulle part, sans connexion Internet. Ils disent n'avoir aucun accompagnement social et bénéficient tout juste de plateaux-repas. « Je suis allé chercher une carte SIM offerte par un opérateur aux déplacés ukrainiens, mais on m'a clairement dit que ça n'était pas pour des gens comme nous », explique l'un d'eux. Au-delà du 30 avril, date d'expiration de leur titre de séjour, ils ne savent pas s'ils pourront rester ou s'ils devront partir. « Mais pour aller où ? » s'inquiète Nana.

Contactée par l'Humanité, la préfecture campe sur ses positions, s'appuyant sur le texte réglementaire qui exclut théoriquement les étudiants étrangers des dispositifs de protection temporaire. La gouvernance de l'université d'Orléans est, elle, aux abonnés absents.

Joseph Korda